



CHAPITRE 8

Loi concernant la seigneurie de Mingan

[Sanctionnée le 10 mars 1949]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Acquisition autorisée.

1. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des terres et forêts à acquérir, de gré à gré ou par expropriation, le territoire et les biens suivants, à savoir:

"Un territoire connu sous le nom de "Seigneurie de terra firma de Mingan", d'une étendue en front d'environ cent cinquante milles de côte sur le golfe Saint-Laurent et d'une profondeur d'environ six milles, commençant au cap Cormorant, sur la rive nord du golfe Saint-Laurent et finissant à la rivière Goynish, avec les cours d'eau, rivières et lacs compris dans ce territoire et tous les biens appartenant au propriétaire et se rattachant à ce territoire."

Expropriation.

2. A défaut d'entente entre le gouvernement et le propriétaire pour l'acquisition de gré à gré de ce territoire et de ces biens, le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des terres et forêts à exproprier conformément à la présente loi.

Procédure.

3. Cette expropriation est soumise aux dispositions des articles 1066a à 1066z inclusivement du Code de procédure civile, sauf les dérogations qui suivent.

CHAPTER 8

An Act respecting the Seigniorie of Mingan

[Assented to, the 10th of March, 1949]

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Acquisition authorized.

1. The Lieutenant-Governor in Council may authorize the Minister of Lands and Forests to acquire by mutual agreement or by expropriation the following territory and property, namely:

"A territory known under the name of "Seigneurie de terra firma de Mingan", having a frontage of approximately one hundred and fifty miles on the coast of the Gulf of St. Lawrence and a depth of approximately six miles, starting from Cormorant Cape, on the north shore of the Gulf of St. Lawrence and ending at Goynish River, together with the streams, rivers and lakes and all property belonging to the proprietor and attached to such territory."

Expropriation.

2. Failing agreement between the Government and the proprietor for the acquisition, by mutual agreement of such territory and property, the Lieutenant-Governor in Council may authorize the Minister of Lands and Forests to expropriate it in accordance with this act.

Proceedings.

3. Such expropriation shall be subject to the provisions of articles 1066a to 1066z inclusive of the Code of Civil Procedure, saving the following derogations.

- Arbitres.

4. Le juge saisi de l'instance en expropriation doit, sur motion, référer le dossier, pour la fixation de l'indemnité, à des arbitres nommés de la façon suivante: un par le lieutenant-gouverneur en conseil, un autre par l'exproprié et le troisième par les deux précédents.

Idem.
- Arbitra-tors.

4. The judge sitting in the expropriation proceedings shall, on motion, refer the record to arbitrators appointed in the following manner: one by the Lieutenant-Governor in Council, another by the expropriated party and the third by the other two.

Idem.
- Idem.

A défaut d'entente entre ces derniers, le troisième arbitre est nommé par le magistrat de district en chef de la province, à la demande du procureur général ou de l'exproprié.

Idem.
- Idem.

If these latter fail to agree, the third arbitrator shall be appointed by the Chief District Magistrate of the Province, at the request of the Attorney General or of the expropriated party.

Idem.
- Vacances.

5. Si, avant le prononcé de la sentence, l'un des arbitres décède ou devient inhabile à agir ou refuse ou néglige d'agir pendant une période de vingt jours consécutifs, un successeur lui est nommé en observant les prescriptions de l'article 4 relatives à la nomination des arbitres, de façon qu'il y ait toujours en fonction un arbitre nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil, un autre par l'exproprié et un troisième par les deux précédents ou, à leur défaut, par le magistrat de district en chef de la province.

Nouvel arbitre.
- Vacancies.

5. If before the award is rendered, one of the arbitrators dies, or becomes unable or refuses or neglects to act, for a period of twenty consecutive days, a successor shall be appointed according to the provisions of section 4 relating to the appointment of arbitrators, so that there shall always be in office one arbitrator appointed by the Lieutenant-Governor in Council, another by the party expropriated, and a third by the other two or, failing so to do, by the Chief District Magistrate of the Province.

New arbitrator.
- Nouvel arbitre.

Lorsque l'une des parties ne nomme pas son nouvel arbitre dans un délai de quinze jours de la réception d'un avis à cet effet, donné par l'autre partie, le magistrat de district en chef de la province le nomme, à la demande de cette dernière.

Nouvel arbitre.
- Nouvel arbitre.

When one of the parties does not appoint a new arbitrator within a delay of fifteen days of receipt of a notice to that effect given by the other party, the Chief District Magistrate of the Province shall appoint him, upon the request of the other party.

Nouvel arbitre.
- Secrétaire.

6. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme une personne pour agir comme secrétaire des arbitres.

Avances.
- Secretary.

6. The Lieutenant-Governor in Council shall appoint a person to act as secretary of the arbitrators.

Advances.
- Avances.

Le trésorier de la province est autorisé à faire aux arbitres et au secrétaire les avances d'émoluments et de déboursés qu'il juge opportunes, sauf recouvrement, s'il y a lieu suivant l'adjudication, comme tous autres frais de l'instance.

Procédure.
- Advances.

The Provincial Treasurer may make to the arbitrators and the secretary such advance of remuneration and disbursements as he deems expedient, subject to recovery, if the case may be, according to award, like the other costs of the proceedings.

Procédure.
- Procédure.

7. La procédure d'assignation des témoins et de l'instruction est la même que dans une cause ordinaire devant la Cour supérieure et les arbitres ont, à cet égard, tous les pouvoirs que le tribunal et le juge possèdent.

Pouvoir du secrétaire.
- Procédure.

7. The procedure for the summoning of witnesses and for the trial shall be the same as in ordinary cases before the Superior Court and the arbitrators shall have, for such purpose, all the powers of the court or of the judge.

Powers of secretary.
- Pouvoir du secrétaire.

Le secrétaire peut signer l'ordonnance d'assignation des témoins et en certifier toute copie.

Pouvoir du secrétaire.
- Pouvoir du secrétaire.

The secretary may sign the order and certify any copy thereof.

Powers of secretary.

Pouvoir
des arbitres.

8. Les arbitres peuvent entendre les parties et leurs témoins, visiter les lieux et en général se procurer tous les renseignements qui leur sont utiles pour déterminer l'indemnité payable à l'exproprié.

8. The arbitrators may hear the parties and their witnesses, visit the premises, and gather all information that may be useful to determine the indemnity payable to the party expropriated. Powers of arbitrators.

Date, etc.

9. Les arbitres procèdent aux dates et lieux qu'ils ont fixés et dont ils ont donné un avis d'au moins quinze jours aux parties intéressées, et rendent une sentence fixant l'indemnité payable à l'exproprié.

9. The arbitrators shall proceed on the dates and at the places they have fixed and of which they have given at least fifteen days' notice to the interested parties and shall render a decision fixing the indemnity payable to the expropriated party. Date, etc.

Décision
à la majorité.

Au cas de divergence d'opinion entre les arbitres, la décision de la majorité prévaut.

In the event of a difference of opinion among the arbitrators, the decision of the majority shall prevail. Decision of the majority.

Défaut de
forme.

10. Aucun défaut de forme ne rend la sentence arbitrale nulle.

10. No vice of form shall render the arbitration award void. Vice of form.

Copie de
sentence
au protonotaire.

11. Dans les huit jours du prononcé de la sentence arbitrale, le secrétaire des arbitres en transmet une copie authentique au protonotaire de la Cour supérieure du district de Saguenay.

11. Within eight days of the rendering of the arbitration decision, the secretary of the arbitrators shall forward an authentic copy thereof to the prothonotary of the Superior Court for the district of Saguenay. Copy of decision to the prothonotary.

Homologation.

Cette sentence est homologuée par la Cour supérieure sur requête d'une des parties intéressées.

Such decision shall be homologated by the Superior Court upon a petition by one of the parties interested. Homologation.

Revision.

12. La sentence des arbitres et son homologation peuvent être revisées, sur appel formé en la manière prévue au Code de procédure civile, par la Cour du banc du roi, dont la décision est définitive.

12. The decision of the arbitrators and its homologation may be revised, upon an appeal brought in the manner contemplated in the Code of Civil Procedure; by the Court of the King's Bench whose decision shall be final. Revision.

Seule indemnité.

L'indemnité fixée par les arbitres ou, au cas de revision, par la Cour du banc du roi est la seule qui puisse être exigée par l'exproprié et celui-ci n'a droit à aucune somme ou compensation excédant le montant de cette indemnité.

The indemnity fixed by the arbitrators or, in case of revision, by the Court of King's Bench is the only one exigible by the expropriated party and the latter is entitled to no other sum or compensation exceeding the amount of such indemnity. Only indemnity.

Émoluments.

13. Les émoluments des arbitres et du secrétaire sont fixés par le lieutenant-gouverneur en conseil et entrent en taxe, avec leurs déboursés, pour faire partie des frais de l'instance en expropriation.

13. The remuneration of the arbitrators and the secretary shall be fixed by the Lieutenant-Governor in Council and shall be taxed, with their disbursements, and shall form part of the costs of the expropriation proceedings. Remuneration.

Plan.

14. Le ministre des terres et forêts peut, en donnant ou après avoir donné l'avis prévu par l'article 1066b du Code de procédure civile, déposer au bureau de la division d'enregistrement de Saguenay

14. The Minister of Lands and Forests may, when giving, or after having given notice contemplated by article 1066b of the Code of Civil Procedure, deposit in the office of the registration division of Plan.

may le plan, la description et l'évaluation prévue par l'article 1066c du Code de procédure civile, avec un certificat du trésorier de la province attestant qu'il paiera, à même le fonds consolidé du revenu, sur signification du jugement, le montant qui sera adjugé comme indemnité pour l'expropriation.

Effet du dépôt.

Le dépôt de ces pièces au bureau d'enregistrement transporte au gouvernement de la province, comme propriétaire absolu, le territoire et les biens expropriés, libres de toute charge autre que l'obligation de payer l'indemnité qui pourra être adjugée et sur laquelle seuls les droits réels affectant ce territoire pourront être exercés et seront conservés.

Prise de possession.

A compter de ce dépôt, le gouvernement de la province peut prendre possession de ce territoire et, en cas de résistance, exercer tous les recours de droit pour la faire cesser.

Avis.

Avis du dépôt de ces pièces doit être donné à l'exproprié; cet avis est signifié comme un bref d'assignation, selon les règles du Code de procédure civile.

Exécution.

15. Le gouvernement exécute valablement la sentence arbitrale ou, suivant le cas, le jugement final fixant l'indemnité et s'acquitte envers l'exproprié en déposant au greffe de la Cour supérieure du district de Saguenay un certificat signé par le trésorier de la province comportant que celui-ci tient à la disposition de la cour le montant de l'indemnité déterminé par cette sentence ou ce jugement.

Ordre de collocation.

16. Après le dépôt du certificat prévu par l'article 15, le protonotaire doit préparer un ordre de collocation ou de distribution du montant déposé.

Certificat.

A cette fin, le ministre procure au protonotaire un certificat conforme à l'article 771 du Code de procédure civile.

Dispositions applicables.

Les dispositions des articles 772 à 777 et 790 à 831 du Code de procédure civile règlent, *mutatis mutandis*, les procédures subséquentes au dépôt du certificat du trésorier visé par l'article 15.

Saguenay the plan, description and valuation contemplated by article 1066c of the Code of Civil Procedure with a certificate from the Provincial Treasurer attesting that he shall pay, out of the consolidated revenue fund, upon service of the judgment, the amount awarded as an indemnity for the expropriation.

The deposit of such documents in the registry office shall transfer to the government of the Province, in absolute ownership, the territory expropriated, free of all charges other than the obligation to pay the indemnity which may be awarded and against which alone all real rights affecting such territory and property may be exercised and shall be preserved.

From and after the date of such deposit the government of the Province may take possession of such territory and, in case of resistance, use all legal means to overcome it.

Notice of the deposit of such documents must be given to the party expropriated; such notice shall be served in the same manner as a writ of summons, according to the rules of the Code of Civil Procedure.

15. The government validly complies with the arbitration award or, as the case may be, the final judgment fixing the indemnity and acquits itself towards the party expropriated by depositing, in the office of the Superior Court for the district of Saguenay, a certificate signed by the Provincial Treasurer showing that the latter keeps at the disposal of the court the amount of the indemnity fixed by such award or judgment.

16. After the deposit of the certificate contemplated by section 15, the prothonotary shall prepare an order of collocation or distribution of the amount deposited.

For such purpose, the Minister shall furnish the prothonotary with a certificate conforming to article 771 of the Code of Civil Procedure.

The provisions of articles 772 to 777 and 790 to 831 of the Code of Civil Procedure shall, *mutatis mutandis*, govern the proceedings subsequent to the deposit of the Treasurer's certificate contemplated by section 15.

Effect of deposit.

Taking possession.

Notice.

Execution.

Order of collocation.

Certificate.

Provisions to apply.

- Privilèges conservés.** Les créances hypothécaires et privilégiées contre le territoire et les biens expropriés sont conservées sur le montant de l'indemnité fixée pour l'expropriation et sont colloquées suivant leur rang respectif, en la manière prescrite au Code civil. **Privileges preserved.** The hypothecary and privileged claims against the expropriated territory and property are preserved against the amount of the indemnity fixed for the expropriation and shall be collocated in accordance with their respective rank in the manner prescribed in the Civil Code.
- Idem.** La créance de toute personne, société ou corporation qui était, au moment de l'expropriation, le propriétaire du territoire et des biens expropriés, est assimilée, pour les fins du présent article, à la créance du vendeur d'un immeuble. **Idem.** The claim of any person, company or corporation which was, at the time of the expropriation, proprietor of the territory and property expropriated, shall be assimilated, for the purposes of this section, to the claim of the vendor of an immoveable.
- Paiement de l'indemnité.** **17.** Dans les quinze jours qui suivent le jugement final rendu sur l'ordre de distribution ou de collocation, le trésorier de la province paie l'indemnité à qui de droit, selon le jugement de distribution. **Payment of indemnity.** **17.** Within fifteen days following the final judgment rendered on the order of distribution or collocation, the Provincial Treasurer shall pay the indemnity to whomsoever is entitled thereto, according to the judgment of distribution.
- Fonds consolidé.** **18.** Les avances prévues par l'article 6 et les autres dépenses occasionnées au gouvernement par l'application de la présente loi sont payées à même le fonds consolidé du revenu. **Consolidated fund.** **18.** The advances provided by section 6 and the other costs incurred by the government through the application of this act shall be paid out of the consolidated revenue fund.
- Acquisition d'actions.** **19.** Au lieu d'acquérir de gré à gré ou par expropriation le territoire décrit dans l'article 1 de la présente loi, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux termes et conditions qu'il fixera, autoriser le ministre des terres et forêts à acquérir de gré à gré toutes les actions émises du capital social de toute corporation propriétaire dudit territoire. **Acquiring of shares.** **19.** In lieu of acquiring by mutual agreement or expropriation the territory described in section 1 of the present act, the Lieutenant-Governor in Council may, upon such terms and conditions as he may determine, authorize the Minister of Lands and Forests to acquire by mutual agreement all the outstanding shares of the capital stock of any corporation that may own the said territory.
- Entrée en vigueur.** **20.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. **Coming into force.** **20.** This act shall come into force on the day of its sanction.